L'exportation d'un « modèle d'enseignement breton » ?

Les Frères de Ploërmel et les Filles de la Sagesse en Haïti (1864-1934)

Philippe Delisle

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1084>

DOI : 10.4000/abpo.1084

ISBN : 978-2-7535-1498-0

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 juin 2005

Pagination : 45-56

ISBN : 978-2-7535-0169-0

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Philippe Delisle, « L'exportation d'un « modèle d'enseignement breton » ? », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 112-2 | 2005, mis en ligne le 20 juin 2007, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1084> ; DOI : 10.4000/abpo.1084

L'exportation d'un « modèle d'enseignement breton » ?

Les Frères de Ploërmel
et les Filles de la Sagesse en Haïti (1864-1934)

Philippe DELISLE

Maître de conférences en histoire contemporaine
Université Jean-Moulin Lyon 3

Dans son travail, devenu un classique, sur l'élan missionnaire breton durant l'époque contemporaine, Joseph Michel consacre une dizaine de pages à l'engagement en Haïti. Des liens étroits unissent en effet le clergé de l'Ouest français et la grande île de la Caraïbe. La signature d'un concordat entre Rome et la jeune nation en 1860 avait ouvert la porte à une consolidation du catholicisme, sans solutionner le problème du recrutement de prêtres bien formés et en nombre suffisant. La population de l'ancienne colonie française, composée en majorité de descendants d'esclaves superficiellement évangélisés, ne paraissait pas pouvoir fournir immédiatement assez de vocations. La nomination d'un Breton, l'abbé Testard du Cosquer, comme premier archevêque de Port-au-Prince en 1863 oriente très nettement le recrutement vers les terres chrétiennes de l'Ouest. De manière tout à fait significative, le grand séminaire de Haïti, d'abord installé à Paris, est transféré en 1872 dans le diocèse de Nantes, et réorganisé vingt ans plus tard dans le Finistère. La « première République noire » devient assez rapidement, en matière d'encadrement ecclésiastique, une « petite Bretagne ». Joseph Michel observe par exemple que, parmi les seize premiers archevêques et évêques de la grande île, un seul, un délégué apostolique italien, n'est pas originaire de l'Ouest français. Il précise que, depuis la signature du concordat jusqu'en 1940, la Bretagne a fourni à Haïti 564 prêtres séculiers, 16 Pères du Saint-Esprit, plus de 400 Frères de Ploërmel, 250 Filles de la Sagesse et 85 Sœurs de Saint-Joseph de Cluny¹.

L'ancienne colonie française constitue donc un terrain privilégié pour l'observation de l'engagement missionnaire breton. Nous avons choisi de

1. MICHEL, Joseph, *Missionnaires bretons d'outre-mer XIX^e-XX^e siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1997, p. 92-100.

revenir sur le cas des congrégations qui ont envoyé le plus de sujets en Haïti, c'est-à-dire les Frères de Ploërmel et les Filles de la Sagesse. Ces deux communautés ont en commun une identité bretonne très marquée, puisque, contrairement aux Pères du Saint-Esprit ou aux Sœurs de Saint-Joseph de Cluny, leurs centres d'administration ou de recrutement sont presque tous établis dans la région. La congrégation de Filles de la Sagesse n'a pas été organisée en Bretagne, puisqu'elle est apparue, en 1703, à Poitiers. Mais elle a été créée par un ecclésiastique breton, Grignon de Montfort, et elle s'est redéployée, au sortir de la crise révolutionnaire, à partir de l'hôpital de Brest. La Bretagne est dès lors devenue son espace d'appui privilégié². La congrégation des Frères de l'Instruction Chrétienne, dits « Frères de Ploërmel », est bien plus récente, et a, pour sa part, été fondée en Bretagne. Elle est née en 1819, à l'initiative de deux hommes, l'abbé Deshayes, curé d'Auray, et Jean Marie de La Mennais, frère du célèbre Félicité, qui souhaitaient l'un comme l'autre développer l'enseignement primaire dans les campagnes. La jeune communauté est reconnue par le gouvernement en 1822. Deux ans plus tard, elle administre déjà 40 écoles, et a organisé plusieurs maisons de formation à partir du noviciat principal de Saint-Brieuc. Jean Marie de La Mennais en assume seul la direction, l'abbé Deshayes ayant été élu supérieur des Filles de la Sagesse en janvier 1821³. Cette dernière nomination vient évidemment renforcer l'intérêt d'une analyse en parallèle des deux communautés. Gabriel Deshayes, initiateur des Frères de Ploërmel, dirigera pendant plus de vingt ans les Filles de la Sagesse, favorisant la création de salles d'asile pour les tout jeunes enfants, d'orphelinats ou d'écoles pour les sourdes⁴.

À travers le cas de ces deux congrégations enseignantes, nous voulons nous demander si les missionnaires bretons mènent outre-mer une action spécifique, puisant dans leur identité régionale. Jean-Claude Beaumont, Jacques Gadille et Xavier de Montclos avaient à la fin des années 1980 renouvelé les problématiques en proposant d'assimiler les missions extérieures à l'exportation hors d'Europe de différents « modèles » de christianisme⁵. On sait bien que la Bretagne constitue au XIX^e siècle une terre de chrétienté dotée d'une forte personnalité. Sans entrer dans le détail, on peut noter que la région reste marquée par un solide attachement aux hiérarchies traditionnelles, et que les curés, dénommés « recteurs », y exercent longtemps un assez fort ascendant, notamment en matière de moralité⁶.

2. *Ibidem*, p. 184-186.

3. PERRIN, Pierre, *Les Idées pédagogiques de Jean-Marie de La Mennais 1780-1860*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2000, p. 27-41.

4. PÉROUAS, Louis, *Gabriel Deshayes. Un grand pionnier de la restauration catholique dans l'Ouest de la France (1767-1841)*, Paris, éditions Don Bosco, 2003, p. 48-52.

5. BEAUMONT, Jean-Claude, GADILLE, Jacques et MONTCLOS, Xavier de, « L'exportation des modèles de christianisme français à l'époque contemporaine. Pour une nouvelle problématique de l'histoire missionnaire », dans COULON, Paul et BRASSEUR, Paule, *Libermann (1802-1852)*, Paris, Cerf, 1988, p. 883-906.

6. Pour un aperçu synthétique sur la « chrétienté bretonne », voir par exemple : CHOLVY,

Une personnalité bretonne est-elle identifiable au sein des actions menées en Haïti par les Frères de Ploërmel ou les Filles de la Sagesse ? Pour tenter de répondre à cette question, nous nous appuierons essentiellement sur les correspondances conservées à Rome dans les archives générales des deux communautés. L'espace chronologique retenu s'étend de l'arrivée dans l'île des premiers Frères de Ploërmel, en 1864, jusqu'à la fin de l'occupation américaine qui prétendait développer économiquement le pays, en 1934⁷. On cherchera dans un premier temps à montrer que la stratégie développée dans la Caraïbe par les deux congrégations s'inspire largement de leur expérience passée dans l'Ouest français. Mais nous soulignerons ensuite que l'action menée sur le terrain ne peut se réduire à la reprise d'un type ancien, tant les pressions du milieu sont fortes. Nous essayerons pour finir de comparer l'approche des deux communautés avec celle d'autres instituts, afin de nous demander s'il est vraiment pertinent d'évoquer un « modèle breton » persistant par delà les Océans.

Dans la lignée des fondateurs

Les deux communautés enseignantes ont été accoutumées en Bretagne à accorder une place centrale aux objectifs religieux. Grignon de Montfort, dont se réclament les Filles de la Sagesse, a consacré son existence à l'évangélisation dans le cadre des missions intérieures, en se préoccupant en particulier de l'instruction des pauvres. Il n'hésitait pas à dénoncer avec la plus grande intransigeance les plaisirs de la société laïque⁸. De manière assez comparable, le fondateur et premier supérieur général des Frères de Ploërmel, Jean-Marie de La Mennais, fait remarquer à ses subordonnés qu'ils doivent avant tout chercher à « faire des Saints », et, pour y parvenir, aspirer eux-mêmes à la sainteté. Il accorde une large place à la morale catholique, en rappelant aux congréganistes que « leur principal soin » devra être de former les enfants « à la vertu », de devenir des « anges tutélaires » capables d'inspirer aux jeunes « un grand amour pour la pureté ». D'ailleurs, le supérieur général recommande à ses congréganistes de s'instruire eux-mêmes « en vue de Dieu », et de se tenir éloignés de la « vaine science », qui peut les conduire à succomber au péché d'orgueil. Il leur interdit par conséquent d'étudier le latin, qui ne figure pas au programme de l'enseignement primaire, ou encore la musique, qui pourrait les distraire inutilement⁹.

Les deux communautés semblent se conformer en Haïti à cette volonté d'enseigner en priorité un message religieux. Elles sont d'ailleurs venues

Gérard, et HILAIRE, Yves-Marie, *Histoire religieuse de la France. Géographie XIX^e-XX^e siècle*, Toulouse, Privat, 2000, p. 45-52.

7. Sur l'histoire générale de Haïti, on se reportera par exemple à BARROS, Jacques, *Haïti de 1804 à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 1984, 2 vol., 915 p.

8. PÉROUAS, Louis, *Grignon de Montfort. Les pauvres et les missions*, Paris, Cerf, 1966, p. 20-32.

9. PERRIN, Pierre, *op. cit.*, p. 43-50 et p. 69-76.

sur place pour répondre à l'appel d'évêques bretons qui souhaitaient avant tout obtenir une aide dans l'œuvre d'évangélisation. Écrivant en 1872 à la supérieure générale des Filles de la Sagesse, afin d'appuyer la demande de sujets faite par Monseigneur Guilloux, le secrétaire d'État aux Cultes haïtien souligne que les religieuses devront « améliorer les âmes en ce pays par les progrès de la religion¹⁰ ». La consigne semble passer aisément. Prenant la parole pour inaugurer le premier établissement de la congrégation à Port-au-Prince, en octobre 1864, le Frère Athénodose remarque que ses confrères et lui-même souhaitent « avant tout » former « des chrétiens solides, craignant et aimant Dieu, fidèles à ses préceptes et à ceux de la Sainte Église¹¹ ». Se référant à un modèle dans lequel les sacrements et la morale jouent un rôle déterminant, les nouveaux instituteurs souhaitent encadrer la jeunesse, pour la soumettre à des habitudes de pratique régulières. Au mois de juillet 1866, le vicaire général de Port-au-Prince, qui n'hésite pas à évoquer un « vrai miracle », remarque que les Frères de Ploërmel sont parvenus à convaincre la plupart de leurs élèves d'assister à la messe dominicale¹². D'ailleurs, en novembre 1883, le responsable local de la communauté demande à l'autorité diocésaine que les enfants puissent assister à la messe du dimanche dans la chapelle de l'école. Il espère ainsi augmenter l'assistance, en favorisant la venue d'élèves « mal vêtus », qui n'osaient pas se rendre à l'église paroissiale, ou de ceux qui sont plus âgés, et donc « difficiles à conduire en rang¹³ ». Dans le même ordre d'idées, les Filles de la Sagesse célèbrent l'inauguration de leur première école, à Port-de-Paix, en février 1876, en assistant avec leurs élèves à une « messe du Saint-Esprit ». Après la cérémonie, elles conduisent les enfants, en rangs par deux, dans le nouvel établissement, pour qu'elles écoutent les discours de rigueur¹⁴. Soucieux d'éloigner le plus possible leurs élèves des tentations de la société laïque, les instituteurs congréganistes créent des structures d'encadrement spécialisées. Ainsi, au mois de mars 1876, la Sœur Marie-Valentin évoque avec enthousiasme la fondation prochaine d'une confrérie des « Enfants de Marie ». Elle avait été scandalisée en découvrant que la plupart des jeunes filles de sa classe, pour certaines âgées d'une vingtaine d'années, ne s'étaient « jamais confessées », et se déclare convaincue que la nouvelle association de piété produira « un bien immense¹⁵ ».

Pour rester dans des considérations proches, on peut remarquer que les congréganistes se conforment au schéma d'une action scolaire s'exer-

10. Archives des Filles de la Sagesse (désormais AFS), GR6-1, lettre du secrétaire d'État aux Cultes à la supérieure générale, Port-au-Prince, 26 août 1876.

11. Archives des Frères de l'Instruction Chrétienne (désormais AFIC), 425-15, registre manuscrit 1864-1887, historique de l'œuvre des Frères en Haïti.

12. AFIC, 425-61, lettre du vicaire général de Port-au-Prince au supérieur général, Port-au-Prince, 23 juillet 1866.

13. AFIC, 425-15, registre manuscrit 1864-1887, lettre du Frère Hermias à l'archevêque de Port-au-Prince, 21 novembre 1883.

14. AFS, GR6-1, lettre de la Sœur Caritine à la supérieure générale, Port-de-Paix, 22 février 1876.

15. AFS, GR6-1, lettre de la Sœur Marie-Valérie, Port-de-Paix, 6 mars 1876.

çant sous l'autorité du clergé paroissial. Rappelons que Jean-Marie de La Mennais, qui voulait développer l'enseignement dans toutes les campagnes bretonnes en créant de petites structures dirigées par un seul Frère, avait confié aux « recteurs » le soin d'installer les écoles, puis de les gérer financièrement, en faisant payer si nécessaire certains élèves¹⁶. Même si l'État prend en charge une grande partie des dépenses, on retrouve en Haïti cette même dépendance envers le clergé paroissial. Les prêtres encadrent bien souvent la création des écoles congréganistes. Au mois de mai 1889, c'est par exemple le curé du Petit-Trou de Nippes qui demande, de concert avec la haute administration, aux Filles de la Sagesse de venir dans sa paroisse. Le prêtre n'hésite pas à se rendre dans la communauté voisine de l'Anse-à-Veau pour réitérer sa requête, puis à envoyer des chevaux afin de décider les Sœurs à se déplacer. Le logement prévu se révélant insalubre, le curé intervient à nouveau, et trouve un local à proximité de la mer. De manière très significative, lorsqu'en 1918, suite à un conflit de personnes, la paroisse se trouve temporairement privée de prêtre, les religieuses décident de quitter les lieux¹⁷. On pourrait encore évoquer le cas de l'école de Moron, dans le sud de la grande île. A la fin de l'année 1904, le curé de cette petite localité profite du sacre de Monseigneur Conan à Port-au-Prince pour demander l'envoi des Filles de la Sagesse dans sa circonscription. S'étant engagé à trouver des bâtiments, il entreprend de les construire lui-même, sur un terrain donné à la paroisse. Lorsque trois Filles de la Sagesse arrivent à Moron en décembre 1905, les travaux ne sont pas totalement achevés, et l'ecclésiastique héberge les nouvelles venues pendant deux semaines¹⁸. La collaboration va parfois plus loin. Ainsi, dans ses souvenirs, le Frère Xavier rapporte qu'un de ses confrères, parti se reposer à l'Arcahaie à la fin de l'année 1892, a assuré une permanence dans la vie paroissiale, pendant que le curé était allé desservir une chapelle éloignée. Il a dirigé les prières dans l'église, et a même présidé l'enterrement du dernier membre de la confrérie dite des « Apôtres¹⁹ ».

Les fruits d'expériences plus récentes

Il ne faudrait pas s'imaginer que les congréganistes bretons se réfèrent uniquement à un modèle originel, totalement figé. Les pratiques pédagogiques en usage dans les terres de l'Ouest français évoluent, et certaines innovations seront transférées dans la Caraïbe. C'est notamment le cas dans le domaine de l'enseignement professionnel. L'abbé de La Mennais avait rapidement décidé de recevoir de jeunes apprentis dans les ateliers de sa communauté. Au début des années 1830, il avait par ailleurs formé le projet de fonder une école agricole dans une ancienne abbaye. L'idée n'avait pu aboutir, par manque de subventions, mais une telle option sera reprise après la

16. PERRIN, Pierre, *op. cit.*, p. 34-35.

17. AFS, HC7 t. VI, Situation de la maison d'instruction du Petit-Trou de Nippes (1890).

18. AFS, HC9 t. VIII, Situation de la maison d'instruction de Moron (1905).

19. AFIC, 425-9, Notes du Frère Xavier à l'occasion de son séjour en Haïti, p. 6.

mort du supérieur général. En 1892, le Frère Abel, assistant général, vient en effet défendre, devant la Société des agriculteurs de France, un programme technique spécialement adapté aux écoles primaires rurales. Un an plus tard, la communauté publie un manuel intitulé *L'agriculture à l'école primaire*, qui rencontrera un grand succès²⁰. Or, un important besoin se fait ressentir en Haïti, en matière de formation agricole. Après la suppression de l'esclavage et la proclamation de l'indépendance, les masses rurales ont voulu rompre avec le système de plantation. Elles ont développé, dans les collines situées à l'écart des anciennes zones cultivées, de petites exploitations autarciques, de plus en plus morcelées. S'appuyant notamment sur la culture de plants sauvages de café, les petits exploitants vivent en marge de la légalité, ignorant les codes ruraux et empiétant sur les terres publiques²¹. Les élites dirigeantes souhaitent développer et rationaliser la production, en particulier en ce qui concerne les denrées d'exportation. En 1893, précisément l'année où les Frères de Ploërmel publient en France leur manuel technique, les programmes d'enseignement primaire haïtiens insistent sur la nécessité de donner aux élèves ruraux des « notions d'agriculture », et de les initier à une « agriculture pratique²² ». Quelques années plus tard, le ministre de l'Instruction publique note que « la pensée du législateur haïtien a toujours été de faire de l'école primaire une sorte d'auxiliaire de l'agriculture ». Il fait savoir aux Frères de Ploërmel qu'une version spéciale de leur manuel agricole pourrait rendre « les plus grands services²³ ». L'ouvrage est publié à Port-au-Prince en 1907, sous le même titre qu'en France, mais après avoir été adapté « aux cultures tropicales » par le Frère Pascal-Joseph, supérieur local. Une part importante est réservée aux « plantes économiques », comme le café ou le cacao, produits d'exportation qui doivent assurer la prospérité de la « République noire ». L'apprenti cultivateur apprendra par exemple qu'il ne faut « livrer au commerce que des cafés bien nets et assortis par qualité²⁴ ». Mais, par delà les adaptations, on retrouve dans cet ouvrage le souci d'un enseignement avant tout religieux. Ainsi, le manuel prend bien soin de préciser que « c'est par l'observation de la loi sainte du Seigneur » que le paysan méritera de voir ses efforts récompensés²⁵.

Un autre aspect évolutif mérite d'être signalé. Nous avons rappelé plus haut que, dans les campagnes bretonnes du début du XIX^e siècle, c'était le « recteur » qui, en accord avec le Conseil municipal, sollicitait, logeait et rétribuait les instituteurs congréganistes. Cependant, au moment où ils s'ins-

20. PERRIN, Pierre, *op. cit.*, p. 62-66.

21. BARTHÉLEMY, Gérard, *L'Univers rural haïtien. Le pays en dehors*, Paris, L'Harmattan, 1990, p. 105-107.

22. *Plan d'études et programmes d'enseignement des écoles primaires urbaines de la République d'Haïti*, Bruxelles, imprimerie populaire, 1893, p. 3-4.

23. AFIC, 425-46, lettre du secrétaire d'État à l'Instruction publique au supérieur général, Port-au-Prince, 17 mars 1906.

24. *L'agriculture à l'école primaire, en 42 leçons, par les Frères de l'Instruction Chrétienne*, Port-au-Prince, procure générale des Frères, 1907, p. 88-89.

25. *Ibidem*, p. 176.

tallent en Haïti, les Frères de Ploërmel, à la différence des Filles de la Sagesse, possèdent une certaine expérience des missions extérieures, et ont déjà vécu dans ce cadre de nouveaux arrangements financiers. En effet, Jean-Marie de La Mennais avait décidé de répondre favorablement aux sollicitations du ministère des Colonies, et d'envoyer, à la fin des années 1830, des Frères fonder en Guadeloupe, puis en Martinique, des écoles primaires pour les enfants de couleur. Le gouvernement prenait en charge le transport vers les Antilles sur des bâtiments de la Marine, fournissait les locaux et le mobilier, versait un salaire mensuel aux instituteurs, et allouait même à la congrégation une subvention annuelle de 150 francs par sujet présent outre-mer²⁶. L'expérience acquise dans les colonies françaises pèse certainement sur les accords conclus quelques décennies plus tard avec le gouvernement haïtien. Rappelons au passage que ce sont les dirigeants de la « République noire » qui sollicitent le concours des congréganistes bretons. Manquant de structures de préparation, ils jugent sans doute plus aisé de faire appel à des instituteurs déjà formés. Quant aux Frères de Ploërmel, le schéma adopté dans les colonies françaises leur paraît probablement des plus conformes à l'idéal d'un État catholique. Selon l'accord négocié en 1864, et réactivé en 1871, l'administration haïtienne se charge de l'organisation matérielle des écoles, envoie des fonds à Paris pour couvrir les frais de voyage, et garantit aux instituteurs une rétribution mensuelle de 150 francs²⁷. Un nouveau projet de collaboration rédigé en mars 1877, mais jamais ratifié, offre aux congréganistes des conditions proches de celles dont ils bénéficiaient dans les îles françaises. Le texte indique que les instituteurs seront logés par l'administration, qu'ils pourront utiliser les manuels dont ils ont l'habitude, recevoir s'ils le désirent quelques élèves payants, et partir en congé dans leur pays tous frais payés²⁸. Les Filles de la Sagesse, qui n'avaient pas encore expérimenté de tels accords, ne peuvent dissimuler leur satisfaction. Un rapport sur leur école de Port-de-Paix, la première organisée en Haïti, souligne en effet que « les frais de trousseau et de voyage sont de 1 000 francs pour chaque Sœur », ce qui paraît d'autant plus avantageux qu'il est assez facile d'obtenir, par le biais des bureaux parisiens, « le passage gratuit sur les paquebots français ». L'auteur observe par ailleurs que « le mobilier est fourni par le gouvernement qui doit aussi l'entretenir²⁹ ».

Les exigences de la situation locale

Mais la référence à une expérience bretonne, qu'elle soit ancienne ou plutôt récente, ne suffit pas à expliquer toutes les orientations adoptées

26. Voir à ce sujet, DELISLE, Philippe, *Renouveau missionnaire et société esclavagiste. La Martinique 1815-1848*, Paris, Publisud, 1997, p. 91-95, et AFIC, 153 A 21b, copie du traité passé entre Jean-Marie de La Mennais et le ministre des Colonies, mai 1837.

27. AFIC, 425-16, archives de la direction principale, septembre 1871.

28. AFIC, 425-46, accord entre le secrétaire d'État à l'Instruction publique et le supérieur général des Frères de Ploërmel, Port-au-Prince, 21 mars 1877.

29. AFS, HC6 t. V, situation de la maison d'instruction de Port-de-Paix.

par les deux communautés enseignantes. La pression du milieu haïtien impose en effet des aménagements, qui peuvent parfois amener les instituteurs à se trouver en décalage avec la pensée des fondateurs. C'est notamment le cas pour ce qui concerne les objectifs mêmes de l'enseignement. Les élites haïtiennes ne sont pas préoccupées avant tout par l'évangélisation, mais plutôt par la prospérité, comme le montrent les espoirs placés dans l'enseignement agricole. Elles impriment par ailleurs leur marque à la société, en asseyant leur domination sur une excellente maîtrise de la culture et de la littérature françaises. Dans un mémoire daté du milieu des années 1930, un Frère de Ploërmel souligne que le bourgeois haïtien « a fait de bonnes études, a beaucoup lu et peut citer des vers de M^{me} de Noailles ou analyser un roman d'André Gide », « a voyagé, connaît Paris », « a beaucoup plus l'esprit littéraire ou artistique que scientifique³⁰ ». Soucieux de se conformer au modèle social dominant, les élèves, en particulier dans les centres urbains, souhaitent que les écoles primaires, surtout si elle sont dites « supérieures », leur ouvrent l'accès à la culture classique européenne. De manière assez significative, en mars 1876, la Sœur Marie-Valérie remarque que le nouvel établissement de Port-de-Paix doit subir les assauts des « curieux qui veulent voir faire la classe à la française³¹ ». En mars 1879, le Frère Martin rapporte pour sa part que de nombreux jeunes gens du Cap-Haïtien, bien que très peu instruits, « ne veulent pas aller à l'école chez les Frères parce que disent-ils c'est un cours élémentaire de français et qu'on n'y enseigne pas le latin³² ». La pression devient si forte qu'en mai 1891, l'évêque du Cap-Haïtien demande aux congréganistes de ne pas respecter les consignes de leur fondateur. Il observe en effet que la vocation de la communauté est d'avoir des élèves pour les former chrétiennement, et que, si l'enseignement du latin est le seul moyen d'attirer la jeunesse, il faut nécessairement y recourir³³.

L'ouverture d'un pensionnat de prestige à Port-au-Prince constitue certainement le fait qui montre le plus clairement que les Frères de Ploërmel s'éloignent de leurs objectifs initiaux pour se conformer aux instances des élites locales. L'ambition de Jean-Marie de La Mennais était d'instruire les masses rurales, en les promouvant éventuellement, mais pas de fonder des établissements réservés aux plus aisés. Il soulignait d'ailleurs, en 1852 que, sur ce point, les Frères de l'Instruction Chrétienne se distinguaient des Frères des Écoles Chrétiennes³⁴. Or, au début de l'année 1890, le responsable de la congrégation en Haïti annonce la construction « à grands frais », d'un pensionnat privé « pour l'éducation des enfants de la classe aisée³⁵ ».

30. AFIC, 425-8, Le district d'Haïti, par le Frère Henri Charles, session d'octobre 1934-mai 1935.

31. AFS, GR6-1, lettre de la Sœur Marie-Valérie, Port-de-Paix, 6 mars 1876.

32. AFIC, 425-21, lettre du Frère Martin, Cap-Haïtien, 25 mars 1879.

33. AFIC, 425-39, lettre de l'évêque du Cap-Haïtien au Frère supérieur, 25 mai 1891.

34. PERRIN, Pierre, *op. cit.*, p. 35

35. AFIC, 425-15, 2^e registre manuscrit, demande de trois religieuses pour l'institution Saint-Louis, Port-au-Prince, 25 février 1890.

Le nouvel établissement, dénommé « Saint-Louis de Gonzague » mobilise apparemment les énergies. En octobre 1891, rappelant que cette « importante école [...] a coûté tant d'argent à l'Institut », le Frère Odile réclame la mise à disposition de « professeurs formés et capables », et notamment d'un enseignant pour la musique et le dessin³⁶. La nouvelle structure permet à la congrégation de nouer des liens plus étroits avec les élites dirigeantes, et d'espérer en tirer profit. En août 1912, le même Frère Odile rapporte avec satisfaction que « tous les garçons » de Tancred Auguste, qui vient d'être élu président de la République, « ont été élevés à Saint-Louis de Gonzague³⁷ ».

De même que les congréganistes doivent se plier aux requêtes des parents d'élèves, ils sont obligés de tenir compte de la situation matérielle du pays. Or, au cours du XIX^e siècle, la « République noire » connaît des difficultés économiques de plus en plus nettes. La France a imposé au cours des années 1820 le paiement d'une énorme indemnité à son ancienne colonie, comme prix de l'indépendance. Afin de répondre à ses engagements, la jeune nation est entrée dans la spirale de l'inflation et de la spéculation. À partir des années 1870, elle doit mettre en gage ses ressources dans le cadre d'emprunts très défavorables, et tombe de plus en plus sous la coupe de négociants et banquiers étrangers³⁸. Dans un tel contexte, les accords négociés par les congrégations bretonnes, et qui paraissaient annoncer l'avènement d'un État catholique, se révèlent vite inapplicables. Les salaires, qui deviennent insuffisants du fait de la constante dévalorisation de la monnaie haïtienne, ne sont même pas versés régulièrement. En décembre 1895, le Frère Hermias indique qu'il ne se hâtera pas de fonder de nouvelles écoles primaires, car, dans les communes les plus pauvres où il est impossible de faire payer certains élèves, les instituteurs ne peuvent vivre avec la rétribution prévue³⁹. Quelques années plus tard, le Frère Pascal observe que l'administration doit à la communauté des frais de voyage, quatre mois de salaire et même des loyers pour le mobilier⁴⁰. La situation devient si délicate qu'en août 1909, après une discussion lors de laquelle il a été question d'abandonner purement et simplement la mission d'Haïti, le chapitre général décide de fermer sept écoles primaires⁴¹. Les Filles de la Sagesse connaissent les mêmes déboires. En mai 1915, évoquant des salaires impayés depuis plus de six mois, la Sœur Irénée choisit de fermer trois écoles⁴². L'occupation et la reprise en mains du pays par les Américains semblent toutefois se traduire par une certaine stabilisation de la situation. Les Frères de Ploërmel concluent en effet, à la fin du mois de

36. AFIC, 45-21, lettre du Frère Odile au Frère Abel, Port-au-Prince, 23 octobre 1891.

37. AFIC, 425-22, lettre du Frère Odile au supérieur général, Port-au-Prince, 13 août 1912.

38. Voir par exemple BARROS, Jacques, *op. cit.*, t. I, p. 171-225.

39. AFIC, 425-21, lettre du Frère Hermias au Frère Yriez-Marie, Port-au-Prince, 23 décembre 1895.

40. AFIC, 425-21, lettre du Frère Pascal, Port-au-Prince, 8 mai 1898.

41. AFIC, 425-16, archives de la direction principale, août 1909.

42. AFS, GR6-2, lettre de la Sœur Irénée à la supérieure générale, Port-au-Prince, 15 mai 1915.

septembre 1920, un nouvel arrangement avec le ministre de l'Instruction publique, Dantès Bellegarde. Le texte stipule une fois encore que l'administration prendra en charge l'installation des écoles, que les Frères pourront utiliser les manuels de leur choix, et qu'ils recevront un salaire mensuel. Les congréganistes n'auront toutefois plus exactement la même latitude qu'auparavant, puisqu'ils ne pourront plus accueillir d'élèves payants, et que leurs frais de voyage devront être pris sur leur salaire⁴³. Quoi qu'il en soit, le nouvel accord vient relancer l'élan de la communauté, qui prend en charge cinq nouvelles écoles entre 1922 et 1930⁴⁴.

« Modèle breton » ou « modèle romain » ?

Parvenus à ce stade de la réflexion, nous pouvons nous demander si la référence à un « modèle d'enseignement breton » est véritablement pertinente. Les communautés prises en compte manifestent une certaine fidélité à la stratégie élaborée dans leur région d'origine, par exemple en privilégiant nettement les objectifs religieux. Cependant, les congrégations qui ne possèdent pas une identité bretonne aussi affirmée ne paraissent guère œuvrer différemment. Ainsi, les Sœurs de Saint-Joseph de Cluny cherchent elles aussi à accoutumer leurs élèves à une pratique chrétienne régulière. Pendant les années 1880, les enfants qu'elles scolarisent au Cap-Haïtien sont conduites chaque jour à la messe dans la chapelle de l'école, et emmenées à l'église paroissiale le dimanche⁴⁵. Les responsables ecclésiastiques paraissent d'ailleurs tout à fait satisfaits du concours que leur apportent les religieuses de Saint-Joseph. En février 1868, le vicaire général du diocèse de Port-au-Prince observe que le pensionnat qu'elles ont établi quatre années plus tôt dans la capitale « a vraiment régénéré les enfants⁴⁶ ». À l'inverse, les congréganistes bretons se plient comme les autres religieux aux attentes des élites haïtiennes. On retrouve par exemple la même volonté de recourir à la modernité scientifique, pour attirer des élèves, au pensionnat Saint-Louis de Gonzague, administré par les Frères de Ploërmel, et au collège Saint-Martial, géré par les Pères du Saint-Esprit. En 1906, dans un ouvrage intitulé *L'éducation haïtienne*, un ancien député note que ces établissements ont tous deux apporté à la grande île des « fondations d'une utilité réelle et incontestable ». Il indique en effet que les spiritains ont mis en place dans leur collège une station météorologique et un musée d'histoire naturelle, tandis que les Frères de Ploërmel établissaient dans leur pensionnat un observatoire astronomique⁴⁷. Les stratégies sont d'ailleurs si proches

43. AFIC, 425-45, texte du contrat signé le 30 septembre 1920 entre le Gouvernement haïtien et les Frères de l'Instruction Chrétienne.

44. AFIC, 425-9, écoles des Frères de l'Instruction Chrétienne en Haïti, de 1864 à nos jours.

45. Archives des Sœurs de Saint-Joseph de Cluny (désormais ASJC), 2At 6, compte rendu de visite de la communauté du Cap-Haïtien, par la Sœur Marie-Louise, 5 décembre 1882.

46. ASJC, 2At 3, lettre de l'abbé Guilloux à la supérieure générale, Port-au-Prince, 24 février 1868.

47. FEQUIÈRE, Fleury, *L'Éducation haïtienne*, Port-au-Prince, imprimerie de l'Abeille, 1906, p. 346-348.

qu'une âpre concurrence s'élève entre les deux établissements. Au mois d'août 1903, un Père du Saint-Esprit note que le pensionnat Saint-Louis de Gonzague « a fait un très grand mal au séminaire Saint-Martial ». Il souligne que les Frères de Ploërmel « trompent les familles en lançant [...] de la poudre aux yeux », et notamment qu'ils sont incapables d'enseigner correctement le latin, « ne l'ayant jamais appris eux-mêmes⁴⁸ ».

Comme les autres religieux, les congréganistes bretons paraissent finalement se référer avant tout à un « modèle intransigeant », c'est-à-dire romain, antilibéral et intégral. Ils tentent de construire de petites chrétientés à partir des écoles primaires, sans négliger de conquérir les élites afin de convertir la « République noire » par le haut. C'est donc vers le même schéma d'une société chrétienne hiérarchisée et soumise que paraissent tendre aussi bien les Frères de Ploërmel et les Filles de la Sagesse, que les Sœurs de Saint-Joseph de Cluny ou les Pères du Saint-Esprit. Il convient de rappeler que les milieux missionnaires sont fortement imprégnés de sentiments ultramontains, et que l'uniformisation croissante des textes de référence, de la liturgie, des vêtements, des édifices du culte, ou encore des dévotions conduit à dépasser les particularités régionales. Cette « identité romaine » s'affirme d'autant plus facilement outre-mer qu'elle permet de se différencier des concurrents protestants⁴⁹. Les racines bretonnes des deux congrégations paraissent donc jouer un rôle assez marginal. Tout au plus peut-on faire ressortir un attachement particulier à l'instruction des masses rurales haïtiennes, une moins grande unanimité en faveur des entreprises de prestige. Une telle sensibilité pourrait renvoyer aux options des fondateurs, et, plus largement, au caractère paysan des chrétientés de l'Ouest français. Au début de l'année 1874, un missionnaire montfortain, songeant sans doute à faire appel à la congrégation amie des Filles de la Sagesse, note que les religieuses de Saint-Joseph de Cluny sont « bien plus pressées » d'organiser des pensionnats « dans les grands centres », que de créer de petites écoles dans les régions appauvries d'Haïti⁵⁰. De manière encore plus significative, l'administration du pensionnat Saint-Louis de Gonzague suscite des dissensions chez les Frères de Ploërmel, alors que la gestion du séminaire-collège Saint-Martial ne semble guère provoquer de polémiques chez les Pères du Saint-Esprit. Au mois de septembre 1896, un conflit oppose le Frère Odile, qui dirige le prestigieux établissement, au supérieur local de la congrégation. Cédant au « caractère prétentieux des Haïtiens », le premier a en effet refusé de recevoir les élèves plus pauvres de l'école primaire dans la nef de la luxueuse chapelle du pensionnat. Le responsable des Frères de Ploërmel n'admet visiblement pas que l'édification des couches populaires soit sacrifiée aux seuls intérêts de la bour-

48. Archives de la congrégation des Pères du Saint-Esprit, 227 B III, lettre du Père Bertrand au supérieur général, Port-au-Prince, 28 octobre 1902.

49. PRUDHOMME, Claude, *Stratégie missionnaire du Saint-Siège sous Léon XIII (1878-1903). Centralisation romaine et défis culturels*, École française de Rome, 1994, p. 339-360.

50. Archives des Pères montfortains, 17-6, lettre du Père Ruppini, Port-au-Prince, 20 janvier 1874.

geoisie⁵¹. Quelques années plus tard, le Frère Pascal observe que le pensionnat de Port-au-Prince manque de professeurs. Cependant, il déclare refuser de fermer des écoles primaires pour libérer du personnel, ce qui équivaldrait à privilégier le seul établissement de prestige⁵². Déjà dans les années 1840, aux Antilles françaises, les Frères de Ploërmel s'étaient distingués des autres congréganistes, en refusant d'ouvrir des écoles spéciales pour les enfants des colons blancs et en n'acceptant pas de posséder eux-mêmes des domestiques esclaves⁵³.

RÉSUMÉ

Les deux congrégations des Frères de Ploërmel et des Filles de la Sagesse, qui recrutent pour l'essentiel en Bretagne, prennent en charge de nombreuses écoles en Haïti à partir des années 1860. Elles transposent dans la Caraïbe des stratégies élaborées dans leur région d'origine, en privilégiant par exemple l'éducation religieuse. Mais elles doivent composer avec les attentes des élites haïtiennes, qui souhaitent accéder à un enseignement plus profane et de meilleure qualité. Des congrégations au recrutement beaucoup moins homogène, comme les Sœurs de Saint-Joseph de Cluny, développent une stratégie similaire. On se demandera donc s'il est pertinent de parler de l'exportation d'un « modèle breton » en Haïti. Les congréganistes ne se réfèrent-ils pas plutôt au type idéal de société chrétienne défini par Rome ?

ABSTRACT

The two Congregations of Ploërmel Brothers and of Wisdom Sisters, who essentially recruited in Brittany, founded a lot of schools in Haiti from the 1860's. They transposed in the Caribbean strategies which were elaborated in their region of origin. For instance, they taught religion above everything else. But they had to come to terms with the Haitian elites' requests. Effectively, the local upper-class wanted a more profane and effective teaching. Congregations who didn't recruit in preference in Brittany, like St. Joseph of Cluny Sisters, worked out a similar strategy. So, one might ask if it is pertinent to speak about the export of a Breton model in Haiti. Congreganists probably more referred to the roman scheme of christian society.

51. AFIC, 425-21, lettre du Frère Odile au Frère Donatien, Port-au-Prince, 13 septembre 1896.

52. AFIC, 425-22, lettre du Frère Pascal, Port-au-Prince, 8 janvier 1909.

53. DELISLE, Philippe, « Congrégations enseignantes et missions extérieures. L'exemple des Frères de Ploërmel et des Sœurs de Saint-Joseph de Cluny aux Antilles françaises (XIX^e siècle) », *Mémoire spiritaine*, n° 13, premier semestre 2001, p. 55-56.